



## *Nouvelle PAC : le Covid-19 nous oblige à refuser tout « Munich agricole »*

Tribune de M. Jean Bizet, président de la commission des affaires européennes (LR-Manche) et Mme Sophie Primas (LR-Yvelines), présidente de la commission des affaires économiques

*La Tribune, le 3 avril 2020*

---

***La crise du coronavirus a mis en lumière la nécessité pour le pays d'avoir une filière de production alimentaire, ce dont a témoigné l'engagement des acteurs de cette filière. Mais pour garantir sa survie et sa résilience, il faudra relever le défi au niveau européen. Ce qui passe non par l'abandon de la PAC, mais, au contraire, par son renforcement.***

L'agri-bashing, qui prévalait jusqu'à la crise du Covid 19, semble désormais bien loin ! Quelques jours auront suffi pour que chacun réalise le caractère stratégique de l'objectif premier de la Politique agricole commune (PAC), que beaucoup avaient manifestement oublié : notre sécurité alimentaire. Alors que nous manquons cruellement de masques pour protéger nos soignants et nos populations et que nous dépendons pour cela de l'arrivée des avions en provenance de Chine, remercions les agriculteurs français de nous épargner des angoisses supplémentaires. Nos agriculteurs et nos industries agroalimentaires en administrent quotidiennement la preuve à leurs détracteurs : sur le terrain, l'approvisionnement en temps de crise fonctionne et personne en France, à ce stade, n'est exposé à un risque de pénurie. C'est le résultat d'un engagement formidable de toute la filière qu'il convient de saluer. Ainsi donc, cette crise aura utilement rappelé que la vocation première de notre agriculture réside, avant tout, dans l'objectif de nourrir les Européens dans un monde incertain.

### ***Résilience alimentaire***

Pour relever ce défi dans la durée, la PAC de demain doit s'organiser autour d'un maître-mot : la résilience alimentaire. Résilience face aux chocs sanitaires, bien sûr. Mais résilience également face aux chocs géopolitiques, écologiques et économiques.

Assurément cette crise démontre que nous devons cesser de croire aveuglément que nous pouvons compter sur les autres, plutôt que sur nous-mêmes. C'est le message que les Français ont fait entendre en répondant massivement à l'appel à l'aide des agriculteurs pour récolter leurs fraises et asperges : 145.000 candidats ont afflué en quelques jours. La grande distribution a, de son côté, pris des engagements pour garantir l'origine France de certains produits, que les consommateurs plébiscitent. Les Français expriment par là même leur souhait que leur agriculture soit forte.

### ***Dépendance accrue aux importations de produits alimentaires***

Il était temps, car nous partons de loin. Depuis une vingtaine d'années, en effet, la France a, malgré une ambition agricole affichée par tous les gouvernements successifs, accru sa dépendance aux importations de produits

alimentaires. Plus d'un fruit et légume sur deux que nous consommons est importé. Cette proportion s'établit à 34 % pour la viande de volaille et à 25 % pour le porc. Même nos importations de produits laitiers, secteur où nous sommes pourtant structurellement excédentaires, ont doublé depuis 2000. À l'heure où les frontières se ferment, notre souveraineté alimentaire pourrait être en péril si cette dynamique se poursuivait.

Dans un tel environnement, garantir la survie de notre modèle alimentaire par une meilleure résilience représente un immense défi. Il ne pourra être relevé qu'au niveau européen.

Les filières alimentaires, considérées à juste titre comme des secteurs essentiels, continuent certes de fonctionner. Pour autant, l'épidémie de Covid 19 les expose, elles aussi, à certaines menaces. Il faut donc, plus que jamais, les aider à s'en sortir dès aujourd'hui.

À très court-terme, l'Europe agricole doit ainsi se mobiliser pour lutter contre le risque de surproduction laitière. Avec le printemps, les prairies verdissent et fournissent une alimentation abondante qui accroît les rendements laitiers. À l'heure où la demande se contracte compte tenu de la disparition de certains débouchés à l'export, dans la restauration collective ou sur les marchés en plein air, le risque de surproduction se précise. Nous sommes probablement à la veille d'une nouvelle crise du lait qui pénaliserait durablement les cours et réduirait durablement la rentabilité de nos exploitants.

### ***Surplus de production***

Il en va de même pour d'autres filières, comme celle de la viande ovine, privée des traditionnelles ventes pascales, ou de certaines volailles, consommées essentiellement dans des restaurants, aujourd'hui fermés. La consommation de fruits et légumes frais sera, sans doute, impactée par la crise. Que faire des surplus de production qui ne seront pas vendus ?

Très vite, l'Union européenne doit agir pour apporter des aides massives au stockage privé et, en déclenchant le mécanisme de crise, garantir un juste niveau de prix, afin d'éviter que le revenu des agriculteurs ne baisse encore, au risque de remettre en cause le renouvellement des générations.

La filière betteravière, pour des raisons plus éloignées de la crise épidémiologique, apparaît tout particulièrement exposée à la volatilité du marché : les cours du sucre et de l'éthanol ont chuté de 30 % depuis janvier dernier, à la suite de l'effondrement des prix internationaux du pétrole. Alors que ces deux secteurs sortent à peine de la crise de 2018, qui a abouti à des fermetures massives de sites en Europe, les cours atteignent un plus bas historique et menacent, dès aujourd'hui, la viabilité de nos outils industriels. Au-delà d'une réflexion collective à mener sur la construction d'une politique sucrière européenne, un mécanisme de soutien aux cours devrait être envisagé, notamment en jouant sur les importations.

Ces interventions d'urgence s'imposent, démontrant que la politique agricole commune demeure plus que jamais un formidable outil pour garantir notre résilience alimentaire au niveau européen. C'était la conviction des pères fondateurs de l'Europe : elle est toujours d'actualité. Ce n'était pourtant pas la position retenue depuis 2018 par la Commission européenne, et à bien des égards par la France, lors des discussions sur l'avenir de la PAC.

### ***Erreur stratégique***

Il faut que chacun ait conscience que les textes en cours de négociation proposaient une sorte de « Munich agricole », dont le Sénat s'est alarmé à plusieurs reprises : baisse drastique du budget de la PAC et renationalisation des politiques agricoles. L'épidémie de Covid 19 impose un électrochoc révélateur. Il faut à tout prix revoir de fond en comble le projet de réforme de la PAC. La crise actuelle démontre l'ampleur de l'erreur stratégique que les États membres s'apprêtaient à commettre. Dans le monde qui vient, les réflexions ne doivent plus porter sur le démantèlement de la PAC mais sur son renforcement. Il en va de notre résilience alimentaire.